

la gazette



11^{es}

rencontres

8/03

Rencontres de l'ErE



ALORS, C'EST ÇA, UN DIDGERIDOO? ET C'EST ROUGE PAR LES TERMITES?

AVANT QUE JE N'ESSAIE, VOUS ÊTES SÛR QU'IL N'Y A PLUS DE PETITES BÈRES?



Courant d'art

Interview déjantée d'Olivier Richard, un personnage haut en couleurs. Professeur de didgeridoo, conteur, voyageur... Il pousse parfois les expériences à l'extrême afin de mieux se retrouver. Il sera présent lors des Rencontres de l'ErE, ce 7 mars, avec son spectacle « MagicWood ». Son leitmotiv, il le tient d'une phrase célèbre de Walt Disney : « Rêve ta vie en couleurs, c'est le secret du bonheur ! »

Le spectacle « MagicWood » nous emmène à la découverte de la culture Aborigène d'Australie. D'où vient votre intérêt pour les aborigènes, que pensez-vous qu'ils puissent nous enseigner, plus particulièrement en matière d'éducation à l'environnement ?

Je crois très fort aux peuplades d'avant notre religion. Elles avaient déjà une connexion forte à la terre. Comme le disait un Chamane rencontré au Pérou : la terre est vivante, elle a un cœur. C'est devenu une évidence pour moi aussi. Les Aborigènes en sont conscients. Par leur connaissance de la terre et de sa façon de réagir, ils nous enseignent une pensée globale de survie. Selon moi, il est important de retourner aux origines pour prendre du recul. L'homme a longtemps puisé dans la planète, il est maintenant possible de développer autre chose, afin d'entrer dans l'ère du rééquilibrage de la planète.

Que représente pour vous cet instrument, le didgeridoo ? Pourquoi cette passion ?

Le didgeridoo est un instrument de musique aborigène, le plus simple au monde : c'est une branche d'arbre creuse dont l'embout a été recouvert de cire et dans laquelle on souffle. Les didgeridoos australiens sont entièrement l'œuvre de la nature puisque la cavité intérieure a été rongée par des termites. Le didgeridoo permet de développer la respira-

tion, le travail sur soi, la voix. Cela peut paraître étrange, mais je suis convaincu que lorsque l'on travaille sa voix, on n'a plus peur de parler, on peut entendre la vérité et on sait quand elle est là.

Que désirez-vous transmettre à travers votre spectacle ?

Ce spectacle a pour but de renouer avec les traditions, de faire respirer et chanter les enfants à nouveau. Je veux transmettre cette force que possédaient nos ancêtres.

La musique peut-elle constituer un bon outil en matière d'éducation à l'environnement selon vous ? Comment l'expliquez-vous ?

Avec cet outil, il est possible d'aller partout. La musique est un langage universel, permettant à tout le monde de se comprendre. Le langage musical est basé sur le respect, qu'on acquiert après un travail sur soi et de relation avec la planète.

Quel lien feriez-vous entre le spectacle et les Rencontres de l'ErE ?

Nous avons chacun des choses à nous apporter. La planète veut vivre. Nous sommes faits pour vivre en harmonie avec elle. Rien n'est perdu. Il faut sauver ce qu'il y a à sauver et avancer avec ce qu'il y a de positif.



Olivier Richard est le fondateur de l'asbl « Pachamama » qui, avec l'aide de 30 animateurs-artistes, développe divers ateliers artistiques dans les écoles (danse africaine, écologie, la lumière et les couleurs, jonglerie, percussions, djembé...), propose des stages, monte des spectacles.

« L'éducation sensorielle à la nature est la mère de l'éducation, c'est la plus vieille, c'est

la plus simple, tous les peuples primitifs jusqu'aux civilisations traditionnelles sont passés par cette école. »

Plus d'info sur leur site www.pachamamaasbl.be

Rep'ere(s)

« Développement social participatif » Modes d'emploi

Un ouvrage explicatif et pratique répondant à la question : Comment monter un projet de développement social rencontrant la participation de tous ? Adels, 2005, 131p, 14€

« Animer un projet participatif » Modes d'emploi

Ce guide regorge d'idées pratiques pour parvenir à une durabilité du changement à travers l'animation, vue ici comme outil de la démocratie participative. Adels, 2005, 139p, 14€

« Pour une culture de la participation »

Cet ouvrage offre de précieux éclaircissements sur les chantiers de la participation citoyenne et aide au choix parmi les nombreux instruments favorisant la participation. Pierre Mahey, Adels, 2005, 11€

« Faire la ville autrement. La démocratie et la parole des habitants »

Refusant l'image trop souvent négative des quartiers dits « sensibles », l'auteur montre au travers d'exemples vécus, de témoignages, qu'il est possible de faire la ville autrement à l'aide de nouveaux espaces de délibération permettant de coproduire des projets dont les habitants sont les auteurs.

Patrick Norynberg, Yves Michel, collection acteurs sociaux, 152 p. 14,20 €.

Les quatre ouvrages présentés ci-dessus sont disponibles chez Adels : 0033/1 43 55 40 55 ou www.adels.org

« Quand les habitants gèrent vraiment leur ville. Le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil. »

Ou : Comment donner sa place au citoyen dans le débat démocratique lors de choix de société. Ed. Charles Leopold Mayer Tarso Genro et Ubiratan de Souza, 1998, 8€

« Pour une démocratie du cadre de vie. Des médiateurs en environnement. Pourquoi, comment ? »

Les décisions qui ont un impact sur le cadre de vie des hommes peuvent être source de conflits. Pour comprendre, prévenir et - au besoin - guérir ces conflits, Gilles Meeus propose ici des éléments pour organiser la négociation, la concertation et les décisions. Un va-et-vient entre théorie et expériences de terrain. Pour ceux que la médiation intéresse... G. Meeus, Espace Environnement, Charleroi, 1996, 64 p. Epuisé mais téléchargeable sur www.espace-environnement.be/pdf/memu_democra.pdf

« Les contre-pouvoirs et les résistances sont menacés de dilution dans les stratégies 'participatives' des techniciens du développement. »

François Polet, Cetri



CULTURE
ÉDUCATION PERMANENTE



Au Sud

Participer ou résister ?

François Polet est chercheur au Centre Tricontinental. Il a notamment étudié le budget participatif de Porto Alegre, ainsi que l'état des résistances dans les pays en développement. Son analyse du Sud a de quoi interpeller le Nord. Interview.

Le budget participatif de Porto Alegre, au Brésil, est souvent présenté chez nous comme un nouveau mode de gouvernance dont il faudrait s'inspirer. Pouvez-vous décrire ses racines ?

C'est un dispositif qui permet la participation de la population aux décisions importantes concernant le budget de la ville et les priorités d'investissement. Historiquement, ce qui est spécifique à Porto Alegre, c'est que c'est issu d'une revendication populaire. Au sortir de la dictature, étant donné l'immense passif en termes d'investissements publics dans de nombreux quartiers, un réseau d'associations de quartier a revendiqué son mot à dire dans le montage du budget municipal. Le Parti des travailleurs - un parti de gauche fortement lié aux associations de quartier, aux



syndicats, aux mouvements paysans et étudiants - a intégré cette idée de participation communautaire à son programme et à sa campagne. En '89, lorsqu'il a été élu, il a cherché à mettre sur pied un système permettant à la population de co-gérer la ville. Mais aujourd'hui, suite aux élections et à la victoire de la droite à Porto Alegre, après 16 ans de fonctionnement, le budget participatif a été vidé de sa substance.

Comment cela fonctionnait-il ?

Au début cela a été compliqué : trouver les moyens, l'équilibre, l'efficacité. Le système de participation finalement dégagé comportait deux versants. Le premier part des préoccupations très locales. Dans chaque quartier, la population se réunit, discute des problèmes rencontrés, de là où il faudrait intervenir, et dégage une liste de priorités. En confrontant ces priorités à celles des autres quartiers, des délégués affinent la liste à l'échelle du district, puis, à l'échelle de la ville. Cette liste sera transmise à la « préfecture », qui mettra sur pied un projet de budget allouant les ressources de la ville en fonction des priorités globales données par la population. Enfin, l'argent est redistribué entre les districts, puis les quartiers, suivant une série de critères objectifs : degré de carence en la matière, importance démographique, etc.

Le problème de ce premier versant, c'est que la gestion de la ville est envisagée de manière très fragmentée, uniquement en fonction des problèmes très locaux. Ainsi, un second versant du budget participatif sera chargé de porter une vision plus globale de la gestion de la ville - transports, politique de santé... - dépassant le côté « Nimby » (ndlr : « Not In My Back Yard » - pas dans mon jardin). Ici, nous retrouvons davantage de gens travaillant déjà sur ces thématiques plus globales : des syndicalistes, des profs d'unif, des associations professionnelles, etc.

Sur la question de la représentativité, il est intéressant de constater que la majorité de la population appréciait le budget participatif, reconnaissait sa légitimité démocratique, alors que 9 personnes sur 10 n'y participaient pas !

En quoi ce système est-il plus démocratique que la démocratie « représentative » habituelle ?

Malheureusement, dans beaucoup de pays du Sud, le clientélisme et la corruption engendrent un déficit de représentativité au sein des pouvoirs exécutifs et législatifs. Dans certains contextes, la population pauvre organisée a exigé de pouvoir intervenir dans le processus politique duquel elle s'est sentie exclue. Dans le cadre de Porto Alegre, le budget participatif a permis de rééquilibrer le processus de décision politique en faveur des pauvres.

C'est surdéterminant : un projet de participation ne s'imagine pas indépendamment d'un projet de politique sociale. On ne demande pas aux gens de participer pour participer, comme on le voit parfois ici où la participation devient une fin en soi et où l'on dépasse rarement le niveau de la « consultation ». Il faut un rapport de force, que les associations apportent du contenu et influent réellement sur le politique. Sinon, il n'y aura pas la tension nécessaire pour avoir un travail créatif, pour dépasser l'image de la boîte de résonance des projets du politique.

Vous venez de publier « L'Etat des résistances dans le sud 2007 »*, une sorte d'inventaire de l'extrême diversité des luttes des pauvres dans les pays du Sud. On y voit que « participation » et « résistance » sont fortement liées.

Oui, dans le cas de Porto Alegre, c'est la résistance qui s'est mue en participation. On retrouve cela à l'échelle nationale dans beaucoup de pays d'Amérique latine.

Par contre, en Afrique, on assiste peut-être au phénomène inverse : les contre-pouvoirs, les résistances sont menacées de dilution dans les stratégies « participatives » des techniciens du développement. Les grandes institutions internationales et organismes de prêt (Banque Mondiale, FMI, PNUD, coopérations nationales...) imposent aux gouvernements africains de faire de la participation, même si la société civile y est faible ou parfois inexistante. Résultat : des organisations sont créées de façon opportune pour participer au processus de participation, même si elles sont superficielles, même si elles ont un ancrage populaire beaucoup moins profond, même si elles sont des relais du pouvoir.

Pouvez-vous nous donner des exemples de fortes résistances populaires à dimension environnementale ?

Il y a en a beaucoup. Ce sont des mouvements très intéressants souvent soutenus par les organisations environnementales du Nord, comme les Amis de la Terre notamment. Il y a des mouvements des « victimes du développement » dans de nombreux pays de Sud, de la Chine au Chili : les populations qui s'opposent à un projet de déforestation comme en Equateur, le mouvement « Hugh the trees » où l'on voit des Indiennes étreindre les arbres pour empêcher qu'ils soient abattus, les populations déplacées lorsqu'il y a construction de barrages, celles victimes des pollutions des sols ou des mers...

A côté des revendications économiques et sociales - « Laissez-moi ma terre qui est mon moyen direct de subsistance » - il y a aussi là une résistance face à l'usage aveugle des ressources. Ce n'est pas dire « On ne touche pas à la nature », mais c'est se battre pour que les rythmes naturels de son renouvellement soient respectés.

*Etat des résistances dans le Sud 2007 - Points de vue du Sud, collection « Alternatives Sud », Editions Syllepse - Centre Tricontinental vol. XIII (2006), n° 4

Centre Tricontinental (CETRI) -
010 48 95 60 - polet@cetri.be -
www.cetri.be



« Ici, d'habitude, on demande l'avis des gens lorsqu'une série de décisions sont déjà prises. »

Patrick Bodart,
Periferia

Et en Belgique ?

Patrick Bodart est coordinateur de Periferia, une asbl née d'expériences au Brésil et qui fait de la participation citoyenne chez nous son leitmotiv. Etude comparée.

Qu'est-ce qui différencie la participation « sauce Porto Alegre » à celle pratiquée en Belgique ?

La question à se poser est « pourquoi voulons-nous faire de la participation ? » En Belgique, les processus participatifs visent très rarement une inversion des priorités en faveur des pauvres, comme c'est le cas à Porto Alegre. Par contre, ici, on cherche à recréer du lien social. Autre objectif : faire de l'information, même si on appelle cela abusivement « participation ». Enfin, un autre objectif de la participation, plus rare sur le terrain, c'est de faire de la co-production entre des habitants, des services publics, des professionnels en tout genre, des élus, etc. Là, on reconnaît la diversité des acteurs et de leurs expertises, pour construire un projet réellement commun, fruit du dialogue. C'est le cheval de bataille de Periferia.

Autre question à se poser : envisage-t-on la participation en amont ou juste avant une décision finale ? A Porto Alegre, c'est avant que les grands choix ne se prennent. Ici, d'habitude, on demande l'avis des gens lorsqu'il y a déjà une série de décisions prises. On réunit alors les gens pour quelques éléments plus concrets. Cela dit, plus on travaille en amont, plus il est difficile de rassembler les gens car moins cela leur paraît concret et moins ils pensent pouvoir influencer.

Un exemple de co-production ?

Ils sont rares, mais nous sommes néanmoins de plus en plus sollicités par les pouvoirs publics pour animer des débats devant déboucher sur une co-production, soit pour un projet dans son ensemble, soit sur certains de ses aspects spécifiques. Par exemple, nous animons un processus autour de l'aménagement de la Place Rogier à Bruxelles. Même si une partie du cadre a déjà été définie d'en haut, il reste des éléments ouverts et des espaces de décisions.

En savoir plus :

Sur www.capacitation-citoyenne.org, vous pourrez télécharger une série de livrets très intéressants qui rendent compte d'une réflexion commune portée sur leur propre action par les personnes impliquées dans des projets collectifs. Une sorte d'auto-évaluation qui tente de mettre en valeur les capacités citoyennes. Egalement disponibles chez Periferia : 02 544 07 93 - contact@periferia.be

Retrouvez l'intégralité des articles sur

Mondequi bouge.be